

Déclaration du POED sur le conflit israélo-palestinien

8 août 2014

En tant que communauté constituée d'organisations civiles du monde entier, le Partenariat des OSC pour l'efficacité du développement soutient la défense des droits de l'homme et la protection de la vie humaine tel établi dans le droit international. La *construction de la paix à travers la justice sociale* comme inscrit dans les Principes d'Istanbul est au coeur de l'engagement du POED. Afin d'atteindre l'efficacité du développement, il est dès lors essentiel d'évoluer dans un environnement favorable qui place le respect des droits de l'homme au premier rang¹. Ceci est d'autant plus vrai dans le contexte du programme post-2015 qui défend que la paix, la sécurité et la résolution des conflits sont des conditions *sine qua non* pour le développement.

Ce qui se passe en ce moment à Gaza va à l'encontre des principes du POED. Depuis le début des attaques d'Israël sur Gaza début juillet, près de deux mille civils palestiniens ont perdu la vie et des centaines d'autres ont été blessés, dont des femmes et des enfants². Les infrastructures publiques et les services sociaux de base ont été anéantis, dont des bâtiments tenus par l'UNRWA³, des écoles, des mosquées, des infrastructures médicales et des camps de réfugiés. Le conflit a déplacé près d'un demi million de palestiniens et aujourd'hui, près de 1,5 million de personnes ont urgemment besoin d'électricité, de nourriture, de médicaments et d'eau potable saine.

La situation sur le terrain est une véritable tragédie humanitaire. Le mois dernier, une résolution a été adoptée par le Conseil des droits de l'homme des NU visant à lancer une enquête indépendante pour recenser les violations du droit humanitaire et des droits de l'homme. Cette résolution⁴ appelait les deux parties à cesser le feu, conjurait Israël de lever le siège à Gaza et pressait la communauté internationale de fournir des services et une aide humanitaire urgente à la population palestinienne de la bande de Gaza. Il est également essentiel que les observateurs des droits de l'homme et les envoyés humanitaires puissent avoir un accès sécurisé à la bande de Gaza, afin d'assurer la poursuite en justice des responsables pour violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

Autant les israéliens que les palestiniens méritent de vivre en paix, libérés de toute guerre.

Nous exhortons la communauté internationale d'agir afin de mettre fin à ce bain de sang et de travailler pour l'établissement d'une paix régionale durable, fondée sur les principes de justice sociale, les droits de l'homme, le droit international et le droit du peuple palestinien à l'autodétermination.

Nous condamnons les attaques israéliennes sur Gaza, qui sont entièrement disproportionnées par rapport à la menace qui pèse sur Israël et qui affectent profondément les civils palestiniens, principales victimes de ces attaques militaires lancées à tort et à travers.

Nous soutenons l'appel à la fin du siège à Gaza qui a privé les civils d'une aide humanitaire de base tout au long du conflit, a gelé le développement économique dans les Territoires Palestiniens Occupés (OPT) et a entraîné la marginalisation systématique de tout un peuple. Autant de facteurs qui ont récemment entraîné la recrudescence des tensions. Ce conflit n'est que l'expression d'une dépossession des terres et

¹ En Juin de l'année dernière, une coalition d'organisations civiles palestiniennes (ONGP) à Gaza ont tenu une réunion sous-régionale préparatoire sur l'efficacité des OSC; 17 représentants d'OSC de la région y ont participé pour montrer leur solidarité avec leurs collègues en état de siège à Gaza et afin d'attirer l'attention sur les effets négatifs que les conflits, l'occupation extérieure et la négation du droit d'autodétermination exercent sur le développement.

² Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) – Territoires palestiniens occupés (OPT)

³ Office de secours et de travaux des Nations Unies < <http://www.theguardian.com/world/2014/aug/03/israel-air-strike-un-school-gaza-rafah> >

⁴ Voir: <<http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=48330#.U9ZVeFa8CTU>>

des ressources du peuple palestinien qui souffre depuis des années sous l'occupation israélienne, et le refus du droit à l'autodétermination.

Nous pensons que seul un cessez-le-feu complet de la part d'Israël, un retrait de ses troupes des OPT et un engagement de toutes les parties à négocier une paix durable entre Israël et la Palestine permettra d'adresser les causes profondes d'un conflit qui dure depuis plus de 60 ans. Un tel accord doit mettre fin à cette culture d'impunité qui a alimenté un cycle de violence, d'haine mutuelle et de discrimination des deux côtés de la ligne de séparation israélo-palestinienne.

La crise en Palestine exige que tous les acteurs luttent contre les véritables moteurs du conflit et leur impact sur le développement, et encouragent la création d'un environnement qui garantit la paix et la sécurité et empêche la resurgescence de violents conflits. En tant qu'acteur du développement, la société civile peut jouer un rôle significatif dans la construction d'une paix viable en Palestine. Une telle paix nécessite qu'on établisse la responsabilité des crimes de guerre qui ont été commis durant ce conflit et des violations flagrantes du droit international humanitaire.

En attendant, il faut mettre en oeuvre des moyens efficaces pour dédommager et réhabiliter l'ensemble des victimes du conflit. Nous encourageons tous les acteurs du développement à passer à l'action pour faire en sorte qu'une aide humanitaire à long-terme soit apportée à chaque victime.